

## DISCOURS DE (DG du FMI) devant le Parlement Ivoirien

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,

Monsieur le Premier Ministre, Ministre de l'Économie et des Finances,

Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des Institutions Internationales,

Messieurs les Présidents de la Cour Suprême et du Conseil Economique et Social,

Monsieur le Grand Chancelier,

Monsieur le Président de la Commission pour le dialogue, la vérité et la réconciliation,

Mesdames, Messieurs,

Je mesure l'honneur que vous me faites en m'invitant à **m'exprimer devant cette institution qui est une institution-clé dans une démocratie**, une institution qui incarne les espoirs et les aspirations du peuple ivoirien.

Permettez-moi tout d'abord d'adresser à chacune et chacun de vous **mes vœux de bonne et heureuse année 2013**. A travers vous les représentants du peuple, c'est à toute la population ivoirienne que j'adresse mes vœux.

Mais je voudrais également offrir mes **sincères condoléances** au peuple ivoirien pour la tragédie qui s'est déroulée au stade d'Abidjan le soir de la Saint-Sylvestre. Ce qui aurait dû être l'occasion d'exprimer une grande joie est au contraire devenu une source de profond chagrin. Que les familles des victimes et les blessés trouvent la paix et le réconfort avec le temps.

Aujourd'hui, je m'associe respectueusement à leur douleur et leur peine.

Ce matin je voudrais vous parler d'un sujet plus réjouissant : **l'espoir**. L'espoir pour l'Afrique. L'espoir pour la Côte d'Ivoire. L'espoir d'un avenir prometteur pour les populations de ce pays et de ce continent.

Nous ne le savons que trop bien : **pendant trop longtemps l'Afrique a été bridée par des institutions faibles** qui n'ont pas défendu les intérêts du peuple, par **des conflits récurrents** qui ont fait du développement économique une utopie pour beaucoup, et par **des structures économiques surannées** qui ont nié à des millions de personnes les possibilités de s'épanouir.

**Aujourd'hui, c'est un vent différent qui souffle. Le changement est en vue.** Durant la décennie écoulée, **l'Afrique** a été, derrière les pays émergents d'Asie, la **deuxième région du monde en termes de croissance**. D'ailleurs, dans certains

**Les africains ont dépassé celles des tigres** après plusieurs décennies de décollage économique. Dans moins de 30 ans, l'Afrique aura la population active la plus grande du monde, avec **plus d'un milliard d'hommes et de femmes**, soit plus que l'Inde ou la Chine. À l'évidence, la démographie sera du côté de l'Afrique dans sa quête du développement.

**L'heure est venue de tourner la page des fléaux de l'histoire pour savourer les bienfaits du destin.**

**La Côte d'Ivoire peut être à l'avant-garde du changement**, j'en ai la profonde conviction. Après tout, ne l'avez-vous pas déjà été? Le miracle économique ivoirien fut naguère cité en exemple, il fit la fierté de l'Afrique et du monde en développement.

**L'heure d'un deuxième miracle ivoirien est venue.** Vous avez subi les affres de la guerre civile et surmonté le conflit et la division pour avancer vers l'unité et la réconciliation. Aujourd'hui, **sous la houlette du Président Ouattara**, vous vous mobilisez pour devenir un pays émergent d'ici 2020.

Dans cette perspective, je souhaiterais **aborder trois questions** ce matin :

1. L'évolution de l'économie mondiale et le destin de l'Afrique.
2. Pourquoi la Côte d'Ivoire peut être à l'avant-garde de la réussite africaine.
3. Les défis que la Côte d'Ivoire doit relever pour accomplir son destin.

## 1. **L'évolution de l'économie mondiale et le destin de l'Afrique**

### 1.1. **Je évoquerai tout d'abord l'économie mondiale qui, je le crains, perd de son dynamisme**

**La reprise économique mondiale devrait se poursuivre**, mais **cette reprise reste frêle et soumise à de fortes incertitudes**. Il y a quelques indications que le taux de croissance pourrait être en train de se stabiliser, mais **l'activité mondiale semble toujours tourner au ralenti**.

**La région s'inquiète, à juste titre d'ailleurs.** Aujourd'hui les regards se tournent vers les pays avancés, et notamment vers la zone euro et les États-Unis.

1.2. **Il y a toutefois de bonnes nouvelles, en ce sens que l'Afrique reste en bonne posture.** La croissance économique de l'Afrique subsaharienne devrait atteindre **5,25 % cette année**.

Je ne peux qu'être impressionnée par **la résilience du continent**. Une résilience face aux perturbations les plus graves qu'aient connues l'économie mondiale depuis la Grande Dépression. Une résilience qui s'est manifestée dès le départ, en 2008 et en 2009.

... une position forte, car ils **s'étaient employés** à ant les années qui ont précédé la crise. Depuis 2000, les niveaux d'endettement de la région ont chuté de plus de 100 % du PIB à moins de 40 % du PIB, les réserves de change ont plus que doublé et l'inflation a été réduite de moitié. Le vaste allègement de la dette, y compris celle due au FMI, a joué un rôle important dans ces évolutions.

**Le maintien de la croissance dans les pays émergents y a également contribué,** d'autant plus que les **partenaires non traditionnels sont désormais les destinataires de la moitié des exportations d'Afrique subsaharienne et lui fournissent 60 % de ses importations.** La Chine est aujourd'hui le plus gros partenaire commercial de la région.

Grâce à ces développements, la tempête n'a pas été aussi destructrice qu'elle aurait pu l'être. **Deux tiers des pays africains ont pu protéger leur économie en tolérant un creusement des déficits budgétaires** au lieu de avoir à donner un coup de frein en basse conjoncture. **Deux tiers des pays ont ainsi été en mesure d'accroître les dépenses réelles de santé et d'éducation,** et de protéger les couches de population les plus vulnérables.

**1.3. Mais les incertitudes persistantes de l'économie mondiale continuent à constituer une menace pour l'Afrique.** Les liens sont tout simplement trop forts. C'est d'ailleurs ce que confirment les études du FMI : **un ralentissement soutenu de 2 points de PIB** de l'économie mondiale aurait pour effet de ralentir la croissance de l'Afrique subsaharienne d'environ **1¼ point par an.**

Cela vient s'ajouter à toute une série de **fragilités propres à la région.** Notamment, au fur et à mesure que le réchauffement climatique progresse, le **spectre de la sécheresse et des pénuries alimentaires** se profile et hante le continent. Cela perturbera la croissance et la stabilité économique et, pire encore, mettra en danger les moyens de subsistance, sinon la vie des populations.

**La sécurité est également trop fragile** dans trop de pays, surtout ici, en Afrique de l'Ouest. Si la paix n'est pas au rendez-vous, les gens n'auront pas le courage d'investir dans leur propre avenir. Les conflits ont des conséquences économiques désastreuses dans les pays directement concernés, mais aussi dans les nations voisines. Ils sont **le véritable ennemi du développement.**

Il est donc impératif que **l'Afrique se maintienne sur la bonne voie.** Cela signifie d'abord que les bonnes décisions soient prises à des milliers de kilomètres d'ici - en Europe et aux États-Unis.

**1.4. Mais l'Afrique n'est pas un acteur passif sur la scène économique mondiale.** Elle doit **prendre l'initiative et créer son propre destin,** en adoptant les décisions appropriées et en s'y tenant.

En 1999, lors de sa dernière visite en Afrique **en qualité de Directeur général adjoint du FMI, le Président Ouattara** le reconnaissait déjà, évoquant une nouvelle flamme brillant avec éclat sur le continent tout entier : *«un éclat porteur d'espérances et de perspectives nouvelles ò l'éclat des leçons que nous avons apprises et de la*

le éclat du courage de prendre les décisions  
on.

Aujourd'hui la priorité pour l'Afrique est de **entretenir cette flamme** pour quelle reste vive. Comment peut-elle y arriver?

- **En accélérant la transformation économique**, de sorte que davantage de personnes passent de l'agriculture à des secteurs à plus haute valeur ajoutée, là où les emplois sont plus nombreux et mieux rémunérés.
- **En misant sur une croissance qui soit plus solidaire**, qui profite au plus grand nombre, qui répartisse plus largement les fruits de la prospérité.
- **En investissant dans l'infrastructure, la santé et l'éducation**; en équipant les hommes et les femmes pour un avenir meilleur.
- **En œuvrant à l'intégration régionale et à l'ouverture sur vos voisins**, en comprenant que dans le développement du commerce ce n'est pas un jeu à somme nulle.
- **En édifiant des institutions plus solides, en améliorant la gouvernance et la transparence et en créant un meilleur environnement pour les entreprises** afin de promouvoir l'investissement étranger et intérieur et de réduire la dépendance à l'égard de l'aide.

Rien de cela ne sera aisé. Mais les politiques énergiques et résolues à l'œuvre dans l'ensemble du continent restent un puissant vecteur de changement.

Tout au long de cette transition **le Fonds monétaire international continuera à soutenir les pays africains** et les aidera à surmonter les obstacles qui pourraient surgir sur la route. A cet égard je suis convaincu que le passé parle en faveur du Fonds. Une étude interne récente a montré que **les pays à faibles revenus bénéficiant d'un programme avec le Fonds ont des performances meilleures en termes de croissance et de réduction de la pauvreté que les autres pays**.

Pour ce qui est de l'avenir, notre **fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté** et pour la croissance est maintenant dans une situation financière solide, ce qui veut dire que nous avons maintenant **assez de ressources à taux concessionnels pour satisfaire les besoins de nos pays membres dans les années qui viennent**. Nous serons donc en mesure de continuer à **prêter à un taux zéro** sur nos facilités à taux concessionnels et cela jusqu'à la fin 2014. Le message est fort et clair : nous continuerons d'être aux côtés de nos pays membres à faibles revenus.

## **2. Pourquoi la Côte d'Ivoire peut être à l'avant-garde de la réussite africaine**

Passons au deuxième point : pourquoi la Côte d'Ivoire est-elle bien placée pour être à l'avant-garde d'une plus grande prospérité pour l'Afrique. À l'image d'un **célèbre**

«**la force du baobab est dans ses racines**», la  
ans ses bases profondes.

Votre pays a une longue histoire **d'ingéniosité, d'initiative et d'innovation**. Vous  
avez surmonté **d'énormes** obstacles pour réussir avec éclat.

2.1. Il suffit de jeter un regard en arrière, sur **le grand miracle économique ivoirien** qui a transformé le pays après son accession à l'indépendance. **Entre 1960 et 1980, la population a doublé et le PIB a, quant à lui, quadruplé.**

Cet essor tenait pour beaucoup aux exportations de cacao, la Côte d'Ivoire montrant  
qu'elle savait judicieusement mettre en valeur ses ressources.

**Mais ce miracle n'a pas duré.** Depuis lors, et depuis près de 30 ans, la population ivoirienne a souffert d'une baisse du revenu réel par tête et les conditions de vie se sont détériorées. Le pouvoir d'achat du salaire minimum est à peine la moitié de ce qu'il était en 1979. Aujourd'hui, **le revenu par tête est la moitié de ce qu'il était il y a trois décennies et près de la moitié de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté.**

Les tensions économiques ont abouti à des **tensions politiques**, au point de **déchirer le tissu social**. La nation harmonieuse construite par le père fondateur Félix Houphouët-Boigny a risqué de se désintégrer.

On a coutume de dire que **l'heure la plus sombre vient toujours avant l'aube**. Vous venez de vivre une période longue et difficile, à laquelle est venue se  
ajouter **une douloureuse crise postélectorale**. Mais une nouvelle aube se  
annonce, une aube porteuse **d'une nouvelle espérance pour la Côte d'Ivoire**.

Vous savez que **le renouveau naît de la réconciliation**, du rassemblement après une période de division traumatisante. **Félix Houphouët-Boigny** avait les mots justes lorsqu'il disait : *«il faudra entretenir la paix et la réconciliation nationale dans la durée pour que le renouveau économique puisse porter ses fruits»*.

2.2. Aujourd'hui, sous la direction du Président Ouattara, le peuple ivoirien entreprend **le chemin vers une prospérité retrouvée et un optimisme renouvelé, le chemin d'un dynamisme renaissant.**

Les faits sont là : après avoir souffert **une contraction de près de 5 % en 2011**, l'économie a plus que rattrapé le terrain perdu en 2012, affichant **un taux de croissance impressionnant de plus de 8,5%**.

Cela n'est pas le fruit du hasard. Ce n'est pas un coup de chance. C'est le résultat des **bonnes politiques** mises en œuvre pendant près d'un an et demi. Durant cette période, **le FMI a été heureux de pouvoir aider la Côte d'Ivoire** y compris par un **prêt à taux zéro de 100 milliards de francs CFA par an** pour soutenir le programme de réformes du gouvernement.

Laissez-moi vous donner quelques exemples de ce que le gouvernement a réussi à faire :

ment public, passant de **3 % du PIB** durant la  
à **plus de 7 % du PIB** dans la loi de finances de  
2019, et il s'emploie aussi à mobiliser l'investissement extérieur.

- Il **s'est attaqué à la pauvreté en milieu rural** en opérant une réforme de la filière cacao qui rapporte **80 milliards de francs** de plus aux paysans, tout en maintenant le rôle de premier plan de la Côte d'Ivoire dans la production mondiale.
- Il **a initié des réformes dans le secteur de l'énergie** en fournissant l'énergie nécessaire à la croissance intérieure et à l'exportation vers les pays voisins, tout en entamant le difficile processus visant à ramener, à moyen terme, la discipline financière dans le secteur électrique. Il a aussi réformé le secteur de l'énergie en prenant des mesures courageuses pour maintenir la viabilité financière du mécanisme de subvention des prix du gaz butane tout en préservant autant qu'il est possible les ménages à faible revenu de l'impact des hausses de prix.
- Il **a amélioré le climat des affaires** en installant des tribunaux du commerce et en créant un guichet unique pour l'investissement.
- Il a bouclé **l'annulation ou la restructuration de sa dette extérieure** en remplissant les conditions d'admissibilité au point de achèvement de l'initiative PPT renforcée.

Autrement dit, malgré les redoutables écueils qu'ils ont dû franchir, un an et demi a suffi au **Président Ouattara** et à son équipe pour remettre la Côte d'Ivoire sur la bonne voie. Ce n'est là que **la première étape d'un long périple. Quelle sera la prochaine?**

### **3. Les défis que la Côte d'Ivoire doit relever pour accomplir son destin**

Cette question m'amène à mon troisième point : les défis la Côte d'Ivoire doit relever pour accomplir son destin.

**3.1. Le gouvernement a déjà défini un plan ambitieux pour faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à part entière d'ici 2020.** Il ne s'agit pas d'un vœu pieux, mais d'une démarche fondée sur des politiques concrètes énoncées dans le **Plan national de développement** et sur les concours généreux promis par les partenaires et amis du pays dans le cadre du Groupe consultatif qui s'est réuni à Paris, en décembre dernier. L'objectif fixé par le Président est de générer une croissance suffisante pour **doubler le revenu national d'ici 2020.**

Concrètement, le pays mise sur **un deuxième miracle ivoirien**. Un miracle qui peut voir le jour, cela ne fait aucun doute.

**«L'étranger ne connaît pas le sentier qui passe sous les Calebasses»**, c'est ce que dit un autre **grand proverbe ivoirien**. Entendez par-là que personne d'autre ne connaît mieux que vous votre propre pays, et c'est vous-mêmes qui devez construire votre propre avenir.

Je suis heureux de **vous conseiller**, fort de la vaste expérience **acquise durant les 70 dernières années**. C'est dans un esprit **d'abnégation et d'humilité** que je vous offre ces conseils.

Le FMI est certes persuadé que **la croissance va s'accélérer sans tarder et à un rythme soutenu**, mais il faudra peut-être **un certain temps pour atteindre la vitesse de croisière**.

### 3.2. Pour y arriver, la Côte d'Ivoire doit relever trois grands défis : **l'investissement, l'inclusion, et la gouvernance**.

#### Investissement

D'abord **l'investissement**. C'est à l'évidence **le premier ingrédient** de la croissance et de la prospérité. À cet égard, il est tout à fait opportun que le Plan national de développement accorde une place de choix à **l'investissement et à la remise en état des infrastructures**.

Mais par investissement j'entends aussi **l'investissement dans la population**, car c'est elle qui détient les clés de l'avenir du pays. Après tout, la croissance soutenue résulte de la productivité, or la productivité ce n'est pas simplement une question de machines, c'est surtout le fruit du travail d'un peuple productif. La Côte d'Ivoire a besoin **d'une meilleure éducation et d'une meilleure formation**, et de les centrer là où il existe une demande de main-d'œuvre. La jeunesse est l'avenir, mais nous devons préparer cet avenir.

Toute stratégie doit donc **miser clairement sur l'emploi**, notamment celui des jeunes. Cela signifie qu'il faut viser **les domaines rentables qui puissent embaucher le plus grand nombre**; je pense par exemple à la transformation de la noix de cajou. Cela signifie qu'il faut investir dans **des programmes de formation professionnelle**.

#### Inclusion

Deuxième dossier : l'inclusion. Le principe est simple : la croissance et la prospérité doivent **profiter à l'ensemble de la population et ouvrir des opportunités pour tous**.

Pourquoi est-ce si important? Pour commencer, si la Côte d'Ivoire veut devenir un pays émergent dynamique, elle a besoin **d'une classe moyenne solide**, une classe qui puisse consommer. Les études montrent par ailleurs que **la diminution des inégalités va de pair avec des phases plus soutenues de croissance**. Autrement dit, l'inclusion ne se justifie pas uniquement par l'équité et la décence, elle a également une finalité économique.

Dans un pays comme la Côte d'Ivoire, l'inclusion revêt une importance particulière : elle contribue au **processus délicat de réconciliation nationale** et de consolidation de la paix sociale. L'écrivain ivoirien **Jean-Marie Adiaffi** disait : *«il y a des cicatrices qui saignent encore plus que les plaies elles-mêmes»*. Il est **plus facile de guérir les blessures lorsque toute la population partage un même élan, dans un esprit de solidarité sociale**.

que des actions multiformes. Cela passe certes **al humain et dans l'emploi**, comme je viens de évoquer, mais aussi par de **sondes dépenses sociales**, notamment pour atténuer les souffrances des citoyens les plus démunis. Cela doit toutefois aller **de pair avec une réduction des dépenses dans les domaines où la dépense publique n'est pas très performante**, comme les **subventions aux prix de l'énergie**. Ces types de subventions ont des **effets négatifs sur le budget, l'efficacité économique, l'équité et l'inclusion et sur l'environnement**.

L'**inclusion** suppose également **l'accès généralisé au crédit**, notamment pour les petites et moyennes entreprises, déterminantes pour la croissance et la prospérité futures. À cet égard, la Côte d'Ivoire doit **rendre son système bancaire plus compétitif**. L'amélioration du cadre légal du crédit, y compris en ce qui a trait à l'**administration du foncier**, aidera considérablement à acheminer le crédit vers les opérateurs qui en ont le plus besoin.

### Gouvernance

Passons maintenant au troisième dossier, celui de la gouvernance. Tout ce que j'ai évoqué jusqu'à présent est tributaire de **la bonne gouvernance et de l'existence d'institutions fortes**. Sans elles, sans cette assise, chercher à promouvoir une croissance forte et inclusive c'est un peu comme **tenter de construire une maison sur du sable**.

La Côte d'Ivoire a déjà payé le prix de la **mauvaise gouvernance**. Celle-ci a contribué dans **une large mesure à la chute du niveau de vie**. Elle a entraîné son cortège de mécontentement, de souffrance et de marginalisation.

La gouvernance **est davantage affaiblie** durant les troubles de la dernière décennie. Nombreux sont les Ivoiriens qui ont sombré encore plus dans la misère, perdant toute confiance dans les institutions publiques et n'ayant guère d'espoir dans l'avenir de leurs enfants.

La mauvaise gouvernance laisse derrière elle un triste héritage. **La Côte d'Ivoire occupe la 46<sup>e</sup> position sur les 52 pays africains dans l'indice de gouvernance de Mo Ibrahim**, et, ce qui est encore plus révélateur, **la 48<sup>e</sup> place quant à l'état de droit**.

La Côte d'Ivoire **peut faire beaucoup mieux, et doit faire beaucoup mieux**. Je suis persuadée que ce gouvernement redressera le cap. J'applaudis les mesures que le Premier ministre a déjà pris en ce sens.

Il faut d'abord **extirper la corruption** du corps politique, et **centrer et renforcer le rôle de l'État dans ses compétences primordiales**. À savoir, **promouvoir la stabilité économique, garantir les services sociaux de base à tous les citoyens, offrir un environnement propice à un secteur privé dynamique et prospère en définissant des règles du jeu claires**, et assurer un environnement social et politique générateur de **paix et de justice sociale**.

Dans certains domaines essentiels de l'économie, **l'État doit se retirer pour que le secteur privé puisse prendre le relais**. Le rôle de l'État est de **fixer les règles**





Your complimentary  
use period has ended.  
Thank you for using  
PDF Complete.

[Click Here to upgrade to  
Unlimited Pages and Expanded Features](#)

ises, et non de les gérer, de accompagner les  
r.

En somme, en simplifiant énergiquement sur ces **trois fronts** - *plus d'investissements, une meilleure inclusion et une gouvernance plus solide* - la Côte d'Ivoire sera mieux à même d'accomplir son destin.